Le Conseil,

Vu le rapport du 4 novembre 1998, par lequel monsieur le président :

A - Expose ce qui suit :

Le conseil de communauté en date du 20 avril dernier a décidé de programmer la réalisation, d'ici à la fin du mandat, des parcs de stationnement suivants :

- Grande Côte - pentes de la Croix-Rousse à Lyon 1er,
- Benoît Crépu - Vieux Lyon à Lyon 5°,
- Perrache-sud à Lyon 2°,
- Roquette - Vaise à Lyon 9°, étant entendu que la réalisation de ce parc sera décidée au regard des résultats des aménagements provisoires déjà réalisés,
- Moncey à Lyon 3°, éventuellement complété par un ou plusieurs parcs qu'il apparaîtrait nécessaire de réaliser sur la rive gauche du Rhône pour prendre en compte les projets des bas-ports et du tramway,
- Villeurbanne-centre, dans le cadre de l'opération globale d'aménagement urbain envisagée,
- Oullins-centre, dans la mesure où le parc sera assorti d'un meilleur contrôle du stationnement sur la voirie,
- place de la Croix-Rousse à Lyon 4°, au vu du résultat des études techniques et économiques.

Les trois premiers ont déjà fait l'objet d'une décision du conseil de communauté de lancer la procédure de publicité pour leur délégation.

Le présent rapport vous propose, pour faire suite à cette décision, la construction d'un parc de stationnement ayant vocation à venir en substitution des places supprimées par les projets de réaménagement des bas-ports du Rhône rive gauche et par le passage du tramway. Ce parc dit fosse aux Ours serait situé sous la place Antonin Jutard dans le 3° arrondissement.

1° - Projet d'aménagement des bas-ports

Les berges font partie de l'arc des fleuves : un espace d'identité et de grande composition de la ville mettent en scène son histoire par les perspectives offertes sur les collines, les façades de la Presqu'île, l'architecture des monuments et des ponts, la morphologie des quais composée des bas-ports, des perrés et de la promenade haute.

Les berges peuvent jouer un rôle de liaison en constituant, par une forte continuité piétonnière et cyclable, un lien entre le parc naturaliste et pittoresque de la Tête d'Or et celui de Gerland à vocation sportive ; mais aussi de mise en façade des quartiers sur le fleuve.

En conjuguant, avec la vie des quartiers, une vocation culturelle et touristique, les bas-ports peuvent devenir le lieu de la promenade et de la flânerie, de l'activité sportive et du loisir mais également le lieu des grandes manifestations, des fêtes liées à la vie du fleuve et de l'art.

L'aménagement des bas-ports, dans leur partie urbaine, entre la Cité internationale et Gerland, répond à deux des options proposées par le schéma directeur de l'agglomération lyonnaise pour améliorer la qualité du cadre de vie et embellir la ville. C'est à la fois une opération d'amélioration d'un espace public majeur et une opération de mise en valeur des quais et bas-ports, "éléments de paysage, d'image, mais aussi de loisirs et de flânerie au coeur de l'agglomération".

Le Plan bleu, voté le 20 avril 1998 par le conseil de communauté, l'identifie comme le projet le plus ambitieux imaginé depuis longtemps pour l'amélioration des berges.

2° - Nécessité de réaliser d'un parc public de stationnement

Le projet de parc découle de l'analyse des projets des bas-ports et du tramway sur la rive gauche du Rhône car cette opération de reconquête des berges entraînera la suppression de la majeure partie des places de stationnement actuelles, ce qui pourrait représenter jusqu'à un maximum de 1 475 places.

Le projet d'aménagement des bas-ports peut se décomposer en trois sections : Morand-Lafayette, Lafayette-Guillotière, Guillotière-Gallieni.

Pour le secteur central Lafayette-Guillotière qui correspond à la partie qui pourrait être réalisée en premier, il reste à satisfaire un besoin de l'ordre de 320 places lorsque l'on a pris en compte celles pouvant se reporter sur les parcs existant sur rives droite et gauche du Rhône. Il faut ajouter un besoin de l'ordre de 30 à 50 places lié au passage du tramway.

Je vous propose donc de réaliser un parc de stationnement d'environ 350 places, situé place Antonin Jutard sous le domaine public communautaire, immédiatement au nord de la fosse aux Ours, tout en gardant à l'esprit que, pour réaliser les sections Morand-Lafayette et Guillotière-Gallieni, il y aura lieu d'examiner ultérieurement la nécessité éventuelle de parc supplémentaire en fonction de l'impact des lignes fortes de transports en commun dans le cadre de la mise en place du plan des déplacements urbains.

Il est nécessaire que les travaux de réalisation du parc soient terminés avant que le chantier des bas-ports ne supprime des places : il n'est pas souhaitable, en effet, d'avoir simultanément en chantier le tramway, la première phase du projet des bas-ports et le nouveau parc de stationnement.

Il s'agirait d'un parc public dont la réalisation s'effectuerait en délégation de service public.

En conséquence, il conviendrait d'engager dès maintenant la procédure de recherche d'un concessionnaire, de façon à ce que le parc de stationnement puisse être réalisé pour le premier semestre 2002 et que le début des travaux d'aménagement des bas-ports, pour le projet desquels il est envisagé de lancer les études mi-1999, puisse ainsi débuter mi-2002.

Le parc pourrait être semblable à celui des Célestins, avec une conception en hélice. Chaque tour offrirait 75 places. Il y aurait 5 tours, soit 375 places. L'entrée serait située quai Victor Augagneur, la sortie place Antonin Jutard.

Il pourrait être réalisé à partir du niveau -2, ce qui permettrait de recréer la fosse aux Ours, ou du niveau -1, dans le cas où l'on déciderait de la combler. L'étude de ces deux possibilités d'aménagement sera menée de façon à dégager, en cohérence avec les principes d'aménagement des bas-ports, une option à intégrer dans le contrat de concession.

3° - Détermination du cadre de mise en oeuvre du projet

La satisfaction des besoins de stationnement dans un but d'intérêt général et d'utilité publique par la réalisation d'un aménagement spécial sur le domaine public de la collectivité confère au projet la fonction de service public à caractère industriel et commercial.

Dans le cadre de sa compétence en matière de parcs publics de stationnement, la Communauté urbaine prendrait en compte la réalisation de cet ouvrage.

Comme suggéré ci-dessus, je propose qu'elle n'exerce pas en régie sa compétence légale en matière de construction et d'exploitation de parc de stationnement mais intervienne à travers une délégation de service public pour la mise en oeuvre du projet en utilisant au maximum les ressources issues de l'initiative privée dans ce domaine.

Les caractéristiques des prestations que devra assurer le délégataire sont décrites dans le document technique joint au dossier.

Pour appliquer une politique tarifaire conforme aux orientations du plan de déplacements urbains (PDU), il sera nécessaire d'imposer au délégataire un tarif horaire et un coût d'abonnement. Cette contrainte sera compensée, au moins en partie, par les recettes provenant des usagers.

Au cas où l'équilibre financier ne serait pas atteint et conformément aux stipulations de l'article L 2224 -2° alinéa- du code général des collectivités territoriales, le budget de ce service public à caractère industriel et commercial pourrait être équilibré par une subvention d'équipement de la collectivité, dont le montant serait défini dans le cadre de la procédure de choix du délégataire.

La mise en oeuvre du projet implique l'engagement par le conseil de communauté d'une procédure de mise en concurrence, conformément à la loi n° 93-122 du 29 janvier 1993 relative à la prévention de la corruption et à la transparence de la vie économique et des procédures publiques (loi Sapin).

4° - Contenu et modalités de la procédure de désignation du délégataire

La durée de la délégation sera déterminée par la Communauté urbaine en fonction des prestations proposées par le délégataire et de la durée d'amortissement des installations construites.

La Communauté urbaine conserverait la faculté de renoncer à l'opération au vu des réponses des concurrents ;

B - Propose, compte tenu de l'intérêt d'apporter une solution au problème de stationnement dans ce quartier, de délibérer comme suit ;

Vu ledit dossier ;

Vu ses délibérations en date du 20 avril 1998 ;

Vu l'article L 2224 -2° alinéa- du code général des collectivités territoriales ;

Vu la loi n° 93-122 du 29 janvier 1993 relative à la prévention de la corruption et à la transparence de la vie économique et des procédures publiques (loi Sapin) ;

Où l'avis de sa commission déplacements et voirie ;

DELIBERE

1° - Décide du principe de la délégation du parc public de stationnement fosse aux Ours situé place Antonin Jutard dans le 3° arrondissement.

2° - Autorise monsieur le président à lancer la procédure de publicité et, si besoin est, à négocier avec les candidats, après avis de la commission de délégation de service public, les propositions recueillies à la suite de la mise en concurrence, en particulier le montant de l'éventuelle subvention d'équipement dans le cas où l'équilibre financier de l'opération ne pourrait être atteint, étant entendu que la délégation définitive fera l'objet d'une délibération ultérieure.

Et ont signé les membres présents,
pour extrait conforme,
le président,
pour le président,